L'UNITE ? OUI, MAIS COMMENT...

Après les déclarations du « mouvement syndical pour l'Unité », voilà qu'à son tour le Comité Confédéral National de la C. G. T. vient de consacrer une large part de sa dernière session aux problèmes de l'Unité.

Variations sur le thème de l'Unité

Les raisons propres — si j'ose dire — à Lapeyre, dirigeant FO des transports sont assez clairs. Signataire d'un appel à l'Unité aux côtés de Forestier, secrétaire du Syndicat des Instituteurs, autonome, de Pastre, secrétaire du Syndicat CGT du personnel pénitentiaire, il commente en ces termes sa prise de position: « Nous faisons l'Unité pour rejeter l'appareil du Vatican et l'appareil stalinien ». Il ne nous semble pas indispensable de nous étendre sur cette opération dont le but semble être un rapprochement entre les Syndicats autonomes d'enseignants, FO et quelques autres Syndicats autonomes ou CGT (?) de moindre importance. Cet objectif n'a rien à voir avec les intérêts du prolétariat.

Les dirigeants de la CGT sont gens qu'il faut prendre plus au sérieux. Les motifs de l'intérêt qu'ils attachent aux problèmes de l'Unité sont plus complexes.

Voyons cependant. Le rapporteur au dernier CCN, Léon Mauvais conclut ce point essentiel de son intervention par un appel à FO où il dit notamment: « Alors, camarade de FO, pourquoi ne pas nous réunir, discuter, élaborer, décider ensemble conformément à l'ardente volonté de vos syndiqués, de nos syndiqués, de l'ensemble des travailleurs ».

Puis il s'adresse à peu près dans le même sens aux dirigeants de la C.F.T.C. et de la Fédération de l'Éducation Nationale. Enfin aux militants et syndiqués C.G.T., il dit: « Camarades de la C.G.T., nous vous proposons de discuter avec tous les travailleurs, avec tous les militants, tout particulièrement avec ces camarades qui ont réalisé, qui réalisent l'Unité d'action avec nous, avec vous... Que ces discussions se poursuivent pour l'action, dans l'action et incontestablement elles ne peuvent qu'être positives ».

Et Benoît Frachon dans son allocution de clôture: « La puissance de la classe ouvrière, sa conscience de classe ont grandi. Sa seule faiblesse réside dans sa division. Son Unité peut la rendre invincible et capable d'infliger des défaites cuisantes à ses ennemis de classe ».

C'est-à-dire — si nous comprenons bien la position C.G.T. — si la récente offensive ouvrière n'a abouti qu'à des succès très limités, c'est parce que la classe ouvrière est divisée, essentiellement. Le remède serait d'expliquer aux dirigeants F.O, C.F.T.C. et autres qu'ils ont tort, qu'il faut réaliser l'Unité, de discuter avec les militants de base des autres organisations syndicales afin de les amener à exercer sur leurs dirigeants une certaine pression.

Mais cette politique n'est-elle pas celle préconisée précisément au 30e Congrès et au 31e Congrès de la C.G.T.? C'est Benoît Frachon qui, en 1955 disait au 30e Congrès:

« Le besoin et la recherche de l'Unité sont devenus la préoccupation dominante... Le courant d'Unité se traduit par de nombreux accords et par de nombreuses actions... »

Et en 1957, le même Benoît Frachon:

« Depuis plusieurs mois de grandes luttes, des grèves se sont déroulées, la plupart pour l'augmentation des salaires et traitements. Pas une seule qui n'est réalisé l'Unité d'action des travailleurs intéressés. Mais ce qu'il y a de nouveau dans ces grèves et manifestations c'est que la volonté d'union des travailleurs se fait sentir jusqu'au sommet des organisations. »

Et ces deux Congrès adressaient des lettres unitaires aux autres organisations syndicales. En fait toute cette politique s'est avérée sans effet.

A quoi servent les phrases sur l'Unité

Pourquoi les dirigeants C.G.T. ne modifient-ils pas leur attitude? En fait la position des dirigeants cégétistes décisifs découle de celle de la direction du P.C.F. Les appels « raisonnables » à l'Unité sont un autre aspect de la politique du « compromis à gauche ». Il s'agit de faire « comprendre » aux dirigeants F.O. et C.F.T.C. qu'ils n'ont rien à craindre de la C.G.T., que la direction de celle-ci ne veut rien bouleverser. En d'autres termes il s'agit de donner des gages de la bonne volonté des dirigeants cégétistes qui ne veulent absolument pas mettre le patronat dans de trop grandes difficultés pourvu que celui-ci accepte de se retirer de l'OTAN, de l'Alliance Atlantique, c'est-à-dire comme le dit Khrouchtchev accepte le statu quo *international (contre le* statu quo *sur le plan social en France, cela va de soi). Cependant il est indispensable de répondre aux aspirations des militants C.G.T., d'où les phrases sur l'Unité.*

Mais à l'heure actuelle une raison supplémentaire explique les paroles sur l'Unité. Après le semi-échec des mouvements d'Octobre et Novembre, alors que les militants syndicaux croyaient que ce coup-ci on allait se battre, il faut trouver une justification; par ailleurs l'inertie confédérale qui se limite à des revendications sans portée, tel les 160 francs de salaire minimum, qui se prononce contre la généralisation des mouvements et s'évertue à limiter ceux qui existent, demande une explication.

Et Benoît Franchon, Léon Mauvais répondent pour la direction C.G.T.: si nous n'avons pas réussi, c'est parce que l'Unité n'est pas réalisée. Et alors, que faites-vous pour la rendre possible, que faites-vous pour rendre la classe ouvrière « invincible » selon vos propres termes!

Comment réaliser l'Unité

Tout d'abord il est parfaitement faux de présenter l'Unité et l'action, comme des étapes, tout d'abord on réaliserait l'Unité, après on pourrait entreprendre une action générale.

La seule politique correcte pour aboutir à l'Unité, c'est de partir des revendications propres à chaque entreprise, à chaque corporation, pour formuler des mots d'ordre capable de mobiliser l'ensemble des travailleurs. Les arguments faisant état d'une diversité de conditions entre les diverses entreprises, les diverses corporations, régions, ne peuvent cacher le fait que les dirigeants C.G.T. depuis des mois et des mois consacrent l'essentiel de leurs efforts à dissuader les militants de généraliser les mots d'ordre, mais au contraire, s'évertuent à ce que les mouvements restent isolés. Les 50 fr., les 7.000 fr., pour tous se prêteront admirablement à devenir des mots d'ordre centraux. Rien n'a été fait dans ce sens.

Et c'est en partant de telles revendications centrales sur les salaires, la durée du travail, etc., qu'il est possible tout d'abord de généraliser les grèves. De passer des grèves de 24 heures à des grèves générales, de l'escarmouche à des luttes décisives. Au lieu de cela les grèves de 24 heures n'ont été utilisées que comme soupapes de sûreté.

Dans une telle perspective rendue réaliste par des conditions objectives, c'est-à-dire la combativité ouvrière, les grandes difficultés de l'impérialisme français devant la Révolution algérienne, il est indispensable à chaque pas d'alimenter une vaste campagne pour l'Unité vers l'ensemble des organisations syndicales de la base au sommet portant sur des points précis, chers aux travailleurs, allant dans le sens de leurs intérêts visibles, il faut contraindre les directions réformiste et chrétienne à accepter l'unité ou à disparaître.

C'est-à-dire que loin de s'opposer, l'Unité, l'action, les revendications générales, politiques mêmes, sont étroitement liées. Il ne s'agit ni de vouloir faire l'Unité à la base comme ce fut tenté à une époque, en présentant un programme déterminé par les impératifs d'un parti politique et sur des mots d'ordre parfaitement étrangers aux préoccupations et aux intérêts de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas non plus de faire disparaître tout programme, toute revendication effective pour essayer de façon platement opportuniste de faire l'Unité au sommet. Il s'agit de s'appuyer sur chaque mouvement revendicatif pour qu'il se répercute à un échelon plus large, pour qu'au travers des luttes s'élaborent directement les mots d'ordres revendicatifs, pour permettre que chaque ouvrier conscient des objectifs impose aux diverses directives syndicales l'Unité organique.

Mais, nous l'avons déjà relevé dans notre dernier numéro, l'Unité syndicale implique la reconnaissance du droit de tendance dans les syndicats.

Comment agir actuellement

La politique menée conjointement par le P.C.F. et la C.G.T. a pour résultat de désarmer les travailleurs, et l'écœurement de ceux-ci se manifeste par l'arrêt presque total des luttes dans ces dernières semaines, par leur non participation aux réunions syndicales. Nous ne devons pas nous leurrer. La C.G.T. appliquerait-elle demain une politique juste qu'il resterait à vaincre la méfiance accumulée dans les dernières années. Mais les communistes, les révolutionnaires, ceux du P.C.F., de notre Parti, doivent contraindre la direction de la C.G.T. à s'expliquer, à dire le pourquoi de son attitude. Benoit Frachon parle d'une large discussion dans les rangs de la C.G.T. sur l'Unité. Il faut lui répondre par la parole et chaque fois que cela sera possible dans les faits.

Lucien COLLONGES.

Lettre d'un travailleur algérien

Je me permets de te signaler, une fois de plus, la manière dont les Algériens travaillant en France, sont traités, et les manœuvres employées par les patrons pour élargir le fossé qui nous sépare des travailleurs français. Dans l'entreprise qui m'emploie, des chantiers se créent tous les trois ou six mois dans diverses régions de la métropole. Nous sommes logés la plupart du temps dans des baraques en planches, des écuries désaffectées, ou tout autre local de cette sorte, et, pour cette commodité nos patrons nous retiennent un loyer de 5 à 6.000 francs par mois sur notre maigre salaire.

De plus si nous désirons rester dans l'entreprise, faute de trouver un emploi ailleurs, nous devons, lorsque nous changeons de chantier, payer nos frais de transport, alors que les ouvriers français touchent des frais de déplacements, et sont placés aux meilleurs postes (chefs d'équipe, etc...).

Nous savons que les travailleurs français ne sont pas responsables; c'est le patronat qui, par l'appât du gain ou la menace cachée, dirige une partie de ceux-ci contre nous. Toujours diviser pour mieux régner.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.
— 1 an: 24 numéros .... 600 fr.
— Sous pli fermé, respectivement . . . . . 600 et 1.200 fr

Réglez par mandat:
C.C.P. 6965-68 Paris
64, rue de Richelieu, Paris-2e.